



VU DE WASHINGTON

La chronique de Jean-François Boittin

Le 16 juillet 2026

Économie américaine : première quinzaine de juillet 2026

Politique commerciale : remise en cause de l'accord de libre-échange nord-américain (USMCA).

L'accord USMCA, renégociation par Trump 1.0 de l'accord ALENA, gouverne près de 2000 milliards d'échanges entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Il avait été conclu pour 16 ans. Le 1er juillet était la date prévue, après six ans de mise en œuvre, pour en prolonger l'existence ou entrer dans un exercice de révision annuelle sous la menace de retrait d'un des partenaires (en l'occurrence, Washington). C'est sans la moindre surprise la seconde formule qui a été choisie par la partie américaine. La décision avait été annoncée par de nombreux commentaires présidentiels.

Elle s'explique en partie par le contexte politique : relations très conflictuelles avec le Canada, menacé d'annexion, et seul pays, avec la Chine à avoir choisi de riposter aux droits de douane américains sur l'acier, sans parler des nombreux citoyens canadiens

qui refusent de partir en vacances aux US; relations plus faciles avec le Mexique, mais avec des accrochages liés au trafic de drogue des cartels. Mais c'est surtout le déséquilibre des échanges commerciaux qui soulève l'ire présidentielle : devenu le premier exportateur vers les US (585 milliards de \$ en 2025), le Mexique a un surplus de près de 200 milliards de \$. Le Canada, qui exporte 73 % de ses exportations de produits vers les US (451 milliards) a un surplus minimal (25 milliards), et, bien que le Président affirme qu'« aucun des deux pays n'exporte des choses que les US n'ont pas », est le premier fournisseur d'énergie (pétrole, gaz, électricité). Peu en chaut à Trump.

La décision de procéder à des révisions annuelles va directement contre l'avis des lobbies des affaires. L'US Chamber of Commerce a mené une campagne de lobbying auprès du Congrès sur le thème : « L'USMCA est essentiel à la croissance économique et à la création d'emplois aux États-Unis ». La Business Roundtable, qui rassemble les 200 plus grosses entreprises américaines n'est pas en reste, comme le montre le bulletin ci-dessous, qui célèbre les avancées permises par l'USMCA par rapport à l'ALENA.

L'administration américaine évoque des pistes de modifications, dans le secteur automobile (renforcement du contenu local) et pour éviter que les entreprises chinoises ne contournent les sanctions par des investissements au Mexique ou au Canada. Mais la motivation du choix de la révision annuelle est en réalité de dissuader les entreprises, nationales ou en provenance des pays tiers, d'investir dans un des deux partenaires plutôt qu'aux US. L'incertitude sur la durée de vie de l'accord serait un facteur important de décision.

Économie : des prévisions optimistes, sur fond de retrait de l'emploi comme de l'inflation.

Les 72 économistes consultés par le Wall Street Journal estiment en moyenne que la croissance se maintiendra à 2 %, mais que l'inflation restera à un niveau élevé de 3,4 % sur l'année, conséquence de la guerre avec l'Iran. La probabilité d'une récession est en baisse, à 25 %. Et la croissance est inégale, dopée par les investissements dans l'IA et les remboursements d'impôts.

Coupe du monde de football (soccer) oblige, la statistique de création d'emplois en juin a reçu un carton jaune : 58 000 seulement, en-deçà des attentes. Mais le taux de chômage est en baisse, à 4,2 %, conséquence de la baisse de la population participant au marché du travail (politique d'immigration). La majorité des recrutements continue de

se faire dans le secteur de la santé, tandis que finance et technologie ont perdu 28000 emplois par mois depuis le début de l'année.

L'inflation, mesurée par le Consumer Price Index, est en recul au mois de juin, conséquence directe de la trêve observée temporairement dans la guerre avec l'Iran : hausse de 3,5 % sur 12 mois (au lieu de 4,2 % en mai), l'indice central, hors alimentation et énergie, augmente de 2,6 %.

FED : Kevin Warsh fait preuve de discipline dans sa communication et refuse de donner quelque indication que ce soit sur ses préférences en matière de taux d'intérêt, devant ses collègues européens à Sintra comme devant le Congrès.

Devant la Chambre, et le Sénat, il a souligné la détermination du comité FOMC à lutter contre l'inflation : « J'ai présidé il y a un mois mon premier comité FOMC. Mes collègues et moi reconnaissons qu'une inflation élevée a constitué un fardeau pour les consommateurs comme pour les entreprises. Les variations mois après mois sont inévitables, surtout dans un monde en désordre, mais l'inflation sous-jacente sur des horizons à long terme est déterminée largement par la politique monétaire. Les membres de notre comité n'ont aucune tolérance pour une inflation qui demeurerait élevée. Et nous partageons un engagement résolu à restaurer la stabilité des prix ». Inutile de souligner que ces déclarations sont une critique directe de son prédécesseur, Jay Powell, qui reste gouverneur et membre du FOMC. Interrogé par les membres des commissions de la Chambre et du Sénat sur sa réaction devant le chiffre du CPI, il a répondu : « Certains diraient : Mission accomplie. Pas moi ».

L'IA reste centrale dans l'actualité économique : premières réticences des marchés financiers devant l'énormité des investissements, avertissements sur les conséquences du développement de la technologie, procès d'Apple contre Open AI, pause dans l'état de New York ont fait la une cette quinzaine. La course aux investissements des « hyperscalers » (Alphabet, Amazon, Meta, Oracle, Nvidia et Space X) les pousse à émettre des obligations à des niveaux inconnus jusque-là : 244 milliards de \$ cette année, contre 108 en 2025 et 17 en 2024. Le marché a d'abord bien accueilli ces demandes, mais a de plus en plus de mal à les accepter, et les taux en sont la preuve : le taux des obligations à 10 ans de Space X a augmenté de 50 points depuis la date d'émission initiale.

Si la nervosité touche les milieux financiers, les économistes redoutent l'impact de l'IA. 200 personnalités, économistes de droite (Niall Ferguson) et de gauche (Krugman), personnalités de la technologie (Eric Schmidt -ex Google-), spécialistes de politique

économique (Jason Furman, Gina Gopinath -ex FMI-) ont signé un bref message d'alerte, qui souligne l'importance des transformations en cours, plus grandes, plus brutales et surtout infiniment plus rapides que la révolution industrielle et la nécessité de réfléchir aux incitations et aux garde-fous nécessaires pour que l'IA bénéficie aux hommes et aux femmes. Dans un autre registre, le Prix Nobel Demis Hassabis, créateur de Gemini (Google) a publié le 14 juillet un manifeste, « Des lignes directrices pour l'IA frontière et l'aube d'un âge nouveau ». Il y plaide pour la mise en place dans les six mois d'un organisme composé de scientifiques, de fonctionnaires et de représentants du monde des affaires afin de mettre en place une réglementation plus systématique du développement de l'IA. Car ce qui est limité aujourd'hui aux risques de cybersécurité pourrait d'ici 18 mois impliquer le nucléaire ou la biologie.

Dans un registre différent, et très américain, Apple poursuit en justice OpenAI : plusieurs ingénieurs d'Apple ont rejoint OpenAi, et la direction d'Apple craint qu'ils ne développent un successeur au smartphone. Les analystes y voient une tactique éprouvée pour retarder les avancées d'un concurrent éventuel.

L'état de New York est le premier à instituer un moratoire d'un an sur la construction de nouveaux centres de données : ce délai permettra à l'état de mettre en place les réglementations appropriées. La gouverneure de l'état s'est attirée ainsi de vertes critiques présidentielles, Trump célébrant les centres de données comme autant de « machines à sous ». C'est oublier facilement que la Promesse de Protéger le Consommateur, publiée à son de trompe par la Maison Blanche, et qui devait protéger les citoyens contre les hausses du coût de l'électricité résultant des centres de données est restée une promesse. Le réseau d'électricité PJM, 72 millions de clients de la Virginie à Chicago, annonce des hausses de factures substantielles dues à la consommation exponentielle des centres de données.



Jean-François Boittin

Ancien diplomate et conseiller économique à l'Ambassade de France à Washington DC